



Revue de presse



mercredi 9 février 2022



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Impôts: le nouveau barème de l'IRG dévoilé

La Direction générale des impôts (DGI) a dévoilé, sur son site web, le nouveau barème de l'impôt sur le revenu global (IRG), révisé à la baisse, à la faveur de la loi de finances 2022.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Rapport erroné de la Banque Mondiale sur l'Algérie: Rien d'étonnant

Les informations qui ont servi à la Banque Mondiale pour établir son rapport sur l'Algérie, sortiraient de l'imagination d'un affabulateur qui a pour nom Farid Belhaj, vice-président de la Banque Mondiale en charge de la région MENA, qui est le rédacteur de ce rapport tendancieux.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

La suppression des autorisations encourage l'adhésion des entreprises

L'introduction des banques et autres établissements financiers en Bourse sans le recours systématique à l'autorisation du gouverneur de la Banque d'Algérie, comme le stipule la loi de finance 2022, est "un coup de starter" de la part des autorités publiques pour encourager les autres entreprises à entrer en Bourse, a estimé mardi à Alger le Directeur général de la Bourse d'Alger, M. Yazid Benmouhoub.



L'ÉDITO

Paradoxe

Au-delà des professions de foi et de l'arsenal juridique, la lutte contre la corruption ne peut prétendre à l'efficacité si elle n'est pas ancrée dans une démarche d'ouverture démocratique et de transparence...

En ordonnant, dimanche, la création d'une nouvelle instance pour enquêter sur l'enrichissement des fonctionnaires publics, Abdelmadjid Tebboune veut probablement donner l'image de l'homme qui veut tenir son engagement : celui de la moralisation de la vie publique et politique, une lutte sans merci contre la corruption, dont l'ampleur est devenue une affaire de sécurité nationale, et de consacrer une gestion saine des deniers publics.



HAUSSE DE LA MONNAIE FIDUCIAIRE EN CIRCULATION

Trop d'argent et peu de contreparties productives La monnaie fiduciaire en circulation est passée de 4 629 milliards de dinars en janvier 2017 à 6 821 milliards de dinars à fin septembre 2021, soit une progression de plus de 2 000 milliards sur les cinq dernières années



“LA CROISSANCE DE LA MONNAIE FIDUCIAIRE CONSACRE LE TRIOMPHE DU SYSTÈME DE LA CHKARA” FAROUK NEMOUCHI, ÉCONOMISTE ET ANALYSTE FINANCIER

Liberté : Les quantités de billets de banque et de pièces de monnaie en circulation a atteint 6 821 milliards de dinars à fin septembre 2021. La monnaie fiduciaire en circulation n'a cessé de croître depuis 2017. Quels sont les facteurs ayant contribué à cette hausse ?

Farouk Nemouchi: Lors de son intervention devant les responsables des établissements financiers, le gouverneur de la Banque centrale a communiqué des données sur la situation monétaire du pays au 31 octobre 2021. Les observateurs ont été surpris de constater l'absence d'information sur la circulation fiduciaire, c'est-à-dire la quantité de monnaie qui échappe au système bancaire.



DIRECTION GÉNÉRALE DES IMPÔTS

Le nouveau barème de l'IRG applicable dès janvier dévoilé

La Direction générale des impôts (DGI) a dévoilé, sur son site web, le nouveau barème de l'impôt sur le revenu global (IRG), révisé à la baisse, à la faveur de la loi de finances 2022. La LF 2022 a modifié le barème progressif de l'IRG, fixé dans l'article 104 du code des impôts directs et taxes assimilées, de sorte à permettre une réduction de cet impôt évoluant selon le salaire imposable (et non pas le salaire net).



L'OPEP+ OUVRE LÉGÈREMENT SES VANNES POUR FÉVRIER

LA PRODUCTION ALGÉRIENNE AUGMENTERA À 982 000 BARILS PAR JOUR

Les 23 pays de l'Opep+ ont décidé, hier, de poursuivre leur ouverture progressive des vannes alors que la demande de pétrole est, à ce stade, peu affectée par la propagation du variant Omicron. Les représentants des treize membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et leurs dix alliés via l'accord Opep+ ont convenu "d'ajuster leur niveau total de production de 400 000 barils par jour pour le mois de février 2022", a annoncé l'Opep dans un communiqué repris par l'AFP.



ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES DU BTPH APPEL À LA RÉVISION DU CODE DES MARCHÉS PUBLICS

Les représentants des associations professionnelles activant dans le domaine du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique (BTPH) ont appelé, hier à Alger, à l'accélération de la révision du code des marchés publics et à son actualisation de concert avec tous les acteurs du secteur. Lors de leur intervention devant la commission de l'habitat, de l'équipement, de l'hydraulique et de l'aménagement du territoire de l'Assemblée populaire nationale (APN), les associations professionnelles ont insisté sur l'importance de combler "les lacunes" contenues dans le code des marchés publics, notamment celles relatives au cahier de charges qui constituent désormais "un véritable obstacle" pour les entrepreneurs.

PRODUITS DE LARGE CONSOMMATION

Prix capricieux et pénuries cycliques | Les prix s'envolent à nouveau et les crises reviennent en force en ce début d'année. Huile de table, pain, lait et même des produits agricoles connaissent une forte pression au grand dam du consommateur lambda.

L'année 2022 commence sous de mauvais auspices. Le pouvoir d'achat des Algériens en prend un sérieux coup. Le scénario d'avril 2021 se répète ces derniers jours, avec une crise qui touche l'huile de table.

YAZID BENMOUHOUB INVITE LES ENTREPRISES À INTÉGRER LA BOURSE

«La rémunération des placements boursiers est entre 6 et 11%»

En premier défenseur de l'introduction des entreprises algériennes en Bourse, le Directeur général de la Bourse d'Alger, Yazid Benmouhoub, a tenu à souligner dans son intervention hier sur la radio chaîne 3 que le niveau de rémunération des placements se «situe entre 6 et 11% nets d'impôts». «Ce taux est très intéressant et très rentable», justifie Benmouhoub pour convaincre de la rentabilité de la cotation boursière.

MALGRÉ L'IMPORTANCE DU BUDGET ALLOUÉ AUX SALAIRES

L'érosion du pouvoir d'achat des fonctionnaires continue

Les salaires des fonctionnaires de la Fonction publique représentent, cette année, 52% du budget de fonctionnement.

Comme c'est le cas depuis de nombreuses années, les salaires de la Fonction publique continuent à accaparer une bonne partie du budget de fonctionnement de l'Etat. Ils représentent cette année 52% de ce budget, selon le directeur général du budget au ministère des Finances, Abdelaziz Fayed. Ce taux est l'équivalent de 3200 milliards de dinars sur un total (fonctionnement) de plus 6311 milliards. Cette année sera marquée, par ailleurs, par l'ouverture de 58 000 postes, dont 10 000 dans l'éducation, 8000 dans la santé et 6000 dans le secteur de la jeunesse et des sports.

IMPÔT SUR LE REVENU GLOBAL

La DGI dévoile le nouveau barème de l'IRG applicable dès janvier

La Direction générale des impôts (DGI) a dévoilé, sur son site web, le nouveau barème de l'Impôt sur le revenu global (IRG), révisé à la baisse à la faveur de la loi de finances 2022. La LF-2022 a modifié le barème progressif de l'IRG, fixé dans l'article 104 du code des impôts directs et taxes assimilées, de sorte à permettre une réduction de cet impôt évoluant selon le salaire imposable (et non pas le salaire net).

COMMENTAIRE

La mère de toutes les batailles

Le président Abdelmadjid Tebboune s'est engagé à tordre le cou à la corruption lors du dernier Conseil des ministres de ce dimanche 2 janvier courant. Appelée à prendre la place de l'ONPLC (Organe national de prévention et de lutte contre la corruption), la mise en place prochainement de la Haute Autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption (HATPLC) en application des amendements de la Constitution révisée du 1er novembre 2020, implique des prérogatives plus étendues, une indépendance par rapport au pouvoir politique et aux sphères de décisions et d'influences, d'une manière générale, pour pouvoir remplir convenablement et sans contrainte ses missions régaliennes d'instrument de moralisation de la vie publique.



[Impôt sur le revenu global \(IRG\) : Le nouveau barème dévoilé](#)

La Direction générale des impôts (DGI) a dévoilé, sur son site web, le nouveau barème de l'impôt sur le revenu global (IRG), révisé à la baisse, à la faveur de la loi de finances de 2022.

La LF 2022 a modifié le barème progressif de l'IRG, fixé dans l'article 104 du Code des impôts directs et taxes assimilées, de sorte à permettre une réduction de cet impôt évoluant selon le salaire imposable (et non pas le salaire net).



[Rapport erroné de la Banque Mondiale sur l'Algérie : l'auteur au service du palais royal identifié](#)

Les informations qui ont servi à la Banque mondiale pour établir son rapport sur l'Algérie sortiraient de l'imagination d'un affabulateur qui a pour nom Farid Belhadj, vice-président de la Banque mondiale en charge de la région MENA, qui est le rédacteur de ce rapport tendancieux. Beaucoup a été dit et écrit sur le caractère mensonger de ce rapport. Mais la preuve définitive a été communiquée par des amis français de l'Algérie. Ce rapport aurait été réalisé sur orientation du palais royal marocain.



[Hausse des salaires des fonctionnaires en 2022, l'Etat saute le pas !](#)

Plus de 58 000 emplois seront bientôt créés

Suite à la révision du point indiciaire des salaires dans la fonction publique en 2022, plus de 2,7 millions d'agents et cadres d'Etat vont voir, au deuxième semestre de cette année, leur rémunération augmenter de manière significative a assuré, hier, le directeur général du budget au ministère des Finances, Abdelaziz Fayed, lors de son passage dans une émission de télévision



[La Banque Mondiale et l'Algérie](#)

[Les dessous d'un rapport](#)

De nouvelles révélations sur le dernier rapport de la Banque mondiale qui a défrayé la chronique il y a quelques jours. Des milieux financiers au fait des arcanes de cette institution révèlent que les interprétations erronées contenues dans le document de la Banque mondiale sortiraient de l'imagination d'un certain Farid Belhadj, vice-président de la Banque mondiale en charge de la région MENA.

Applicable dès janvier: Le nouveau barème de l'IRG

La Direction générale des impôts (DGI) a dévoilé, sur son site web, le nouveau barème de l'impôt sur le revenu global (IRG), révisé à la baisse, à la faveur de la loi de finances 2022. La LF 2022 a modifié le barème progressif de l'IRG, fixé dans l'article 104 du Code des impôts directs et taxes assimilées, de sorte à permettre une réduction de cet impôt évoluant selon le salaire imposable (et non pas le salaire net). L'article 31 de la loi fixe ainsi des taux progressifs selon six paliers.

Aplanir les divergences entre l'Algérie et la Banque mondiale Les réformes pour relancer l'économie nationale sont du seul ressort des Algériens

Chaque pays est souverain dans ses décisions, les hautes autorités du pays sont conscientes des difficultés que traverse le pays. Il s'agit d'éviter des débats stériles qui n'apportent aucune valeur ajoutée et vouloir opposer la Banque mondiale et le FMI traduit une méconnaissance des enjeux des nouvelles relations internationales.



Finances : deux banques publiques seront introduites en Bourse en 2022

Le directeur général de la Bourse d'Alger, Yazid Benmouhoub, a révélé ce mardi, que deux banques publiques seront introduites en Bourse en 2022.



هذا هو السلم الجديد لضريبة " IRG "

كشفت المديرية العامة للضرائب، على موقعها الإلكتروني، عن السلم الجديد للضريبة على الدخل الإجمالي، بعد تخفيضها في إطار قانون المالية لعام 2022. فقد عدل قانون المالية 2022 السلم التدريجي للضريبة على الدخل الإجمالي المحدد في المادة 104 من قانون الضرائب المباشرة والرسوم المماثلة، بشكل يسمح بتخفيض هذه الضريبة التي تتطور وفقاً للراتب الخاضع للضريبة (وليس صافي الراتب). وعليه، فإن المادة 31 من القانون تحدد معدلات تدريجية على ست مستويات.



تقرير البنك العالمي: هذه الشخصية في قفص الاتهام

واصلت وكالة الأنباء الرسمية انتقادها للتقرير الأخير للبنك العالمي حول الجزائر، موجهة أصابع الاتهام إلى شخصية مقربة من الأمير مولاي رشيد شقيق العاهل المغربي محمد السادس.



مصادر فرنسية تفضح خيوط المؤامرة

موظف مأجور بالبنك العالمي وراء التقرير المغرض

فضحت تقارير رسمية خيوط المؤامرة الدنيئة التي حيكت ضد الجزائر، من خلال محاولة تسميم مضمون تقرير البنك العالمي بإدعاءات ومعطيات مغرضة هدفها محاولة ضرب أمن البلاد وزعزعة استقرارها الاجتماعي الذي يبدو أنه يزعج نظام المخزن العاجز عن تحقيق الخطوات الإيجابية التي حققها الاقتصاد الجزائري رغم الجائحة التي تمكنت من التأثير على أقوى الاقتصادات العالمية.



متعاملون "يستفسرون" عن رسوم قانون المالية 2022

يستفسر متعاملون اقتصاديون حول مضمون الإجراءات الأخيرة المتضمنة في قانون المالية لسنة 2022، لاسيما فيما يتعلق بشق الرسوم والضرائب، بحضور إدارات بوزارة المالية والمديرة العامة للضرائب الأحد المقبل خلال يوم إعلامي حول قانون المالية لسنة 2022، سيتم تنظيمه بفندق "الأوراسي" بالجزائر العاصمة.



المدير العام للجمارك الجزائرية يؤكد:

إجراءات وتفعيل الرقابة لمكافحة الغش والتهريب

أكد المدير العام للجمارك الجزائرية نور الدين خالدي، الثلاثاء، بولاية تبسة أن السلك النظامي الذي يشرف عليه “يعمل على تسهيل الإجراءات الجمركية لفائدة المتعاملين الاقتصاديين بغية تشجيع المبادلات التجارية.”



مقترح بإنشاء بنك جزائري موريتاني مشترك

اقترح رئيس مجلس رجال الأعمال الجزائري الموريتاني، يوسف الغازي، الثلاثاء، إنشاء بنك جزائري موريتاني مشترك، لترقية التبادلات التجارية بين البلدين. وقال الغازي خلال برنامج “ضيف الصباح” بالقناة الإذاعية الأولى، “إننا نقترح أن يكون هناك بنك مشترك بين البلدين ورفع مستوى أحلامنا بإنشاء سوق مشتركة واندماج اقتصادي بين البلدين.”



مكافحة الفساد.. والكفاءة والنزاهة للعمل في الموانئ والمطارات

أعربت الحكومة عن أسفها العميق مما سمته ممارسات الفساد السائد وسط أعوان الأمن الوطني والجمارك الموزعين عبر موانئ ومطارات الجزائر، خاصة في العاصمة، مما جعلها تأمر بمعاقبة مسؤولي هاتين المؤسسات وتحويلهم إلى مواقع أخرى، وتجبر مديري الهيئتين بالقيام سويا بزيارات فجائية للميناء والمطار حتى لا يظهر للعيان وجود انقسام بينهما.



هكذا يتم حساب الضريبة على الدخل الإجمالي IRG

نشرت المديرية العامة للضرائب عبر موقعها الرسمي السلم الضريبة على الدخل الإجمالي IRG. وذلك بعد تخفيضها في قانون المالية لـ 2022.

RAPPORT ERRONÉ DE LA BANQUE MONDIALE SUR L'ALGÉRIE

Rien d'étonnant

LES INFORMATIONS qui ont servi à la Banque mondiale pour établir son rapport sur l'Algérie sortaient de l'imagination d'un affabulateur qui a pour nom Farid Belhadj, vice-président de la Banque mondiale en charge de la région Mena, qui est le rédacteur de ce rapport tendancieux.

BEAUCOUP a été dit et écrit sur le caractère mensonger de ce rapport. Mais la preuve définitive a été communiquée par des amis français de l'Algérie. Ce rapport aurait été réalisé sur orientation du palais royal marocain. Farid Belhadj, qui est de nationalité tunisienne,

avait occupé le poste de chef de cabinet du président de la Banque mondiale, est un ami proche du prince du Maroc Moulay Rachid et de nombreux ministres marocains. Ce douteux personnage, malsain, est entré à la Banque mondiale en 1996 en qualité de conseiller juridique, notamment pour le Maroc, l'Égypte, l'Iran, l'Algérie et la Thaïlande. De 2002 à 2007, il a été

responsable des opérations de la BM pour le Maroc, ce qui justifie toute sa haine envers l'Algérie. De 2007 à 2010, il a été représentant spécial de la Banque mondiale auprès de l'ONU à New York avant d'être promu en 2010 directeur de la région pacifique, poste qu'il quitte en 2012 pour diriger depuis Beyrouth les activités de la Banque mondiale au Liban, Syrie, Jordanie, Irak et Iran. Durant cette période, il a piloté les travaux de la Banque mondiale sur la crise des réfugiés syriens et ses conséquences sur la région. En 2018, il est bombardé vice-président de la Banque mondiale pour la région Mena, période durant laquelle de nombreux rapports complaisants sur le Maroc ont été rédigés dont le dernier qui classe le royaume du mal et de la misère comme étant un des rares pays qui ont tiré profit de la pandémie.

Quel gros mensonge ! A partir de là, il ne faut plus s'étonner de lire à l'avenir de faux rapports sur l'Algérie commandés et orientés par le Makhzen marocain. Il faut s'attendre à d'autres révélations sur cette solide amitié entre le Makhzen et Farid Belhadj, surtout que les langues commencent à se délier...

■ APS

Les Douanes font face à toutes les tentatives minant l'économie nationale

La contrebande, véritable fléau en Algérie

■ L'activité illégale sur nos frontières a atteint ces derniers mois une proportion inquiétante. Des tonnes de marchandises sont importées ou exportées par des réseaux de contrebandiers qui tentent le tout pour le tout afin de ramasser le plus d'argent possible en un temps record.

Par Mariem Benchaoua

Médicaments, drogue, produits alimentaires... la contrebande prospère à grande vitesse, en dépit des coups de boutoir donnés par les services de sécurité, à leur tête les gardes-frontières. Cette tendance observée sur le terrain n'exclut pas le trafic sur d'autres produits, notamment les produits alimentaires subventionnés. En effet, le trafic n'a jamais été aussi florissant sur nos frontières comme il l'est aujourd'hui. Depuis les tensions sécuritaires dans les pays voisins, ce commerce illicite, qui constitue une des formes de fraude les plus visibles et les plus dangereuses sur le développement de l'économie nationale, a explosé. Les pertes économiques et financières sont considérables; et les statistiques ne font que confirmer son ampleur. L'éradication du phénomène n'est certainement pas pour demain. Puisque les réseaux sont devenus plus organisés, mieux structurés, certainement liés à des circuits internationaux de trafic. Pourtant, les services de sécurité mènent une lutte implacable et sans merci en activité à travers plusieurs régions du pays. Un combat ininterrompu contre toute forme d'atteinte au pays : la lutte contre le crime organisé reste une priorité majeure. Dans ce sens, le directeur général des Douanes algériennes, Noureddine Khaldi, a affirmé, à partir de la wilaya de Tébessa, que le corps constitué qu'il dirige «guette toutes les tentatives de contrebande qui rongent l'économie nationale». Lors d'un point de presse tenu près du poste frontalier Bouchebka dans la commune d'El Houdjbet, il a indiqué que les Douanes algériennes «veillent, en coordination avec les autorités locales civiles



PH/D. B.

et sécuritaire, dont les unités de l'Armée nationale populaire, la police, la Gendarmerie nationale et les brigades de gardes-frontières, à affronter toutes tentatives de contrebande le long de la bande frontalière Est du pays», soulignant que «le commerce illicite ronge l'économie nationale». Le directeur général des Douanes algériennes a également ajouté que «les hautes autorités du pays accordent une importance cruciale aux échanges commerciaux avec les pays voisins et œuvrent à les encourager et mettre en place un climat propice afin d'en augmenter la valeur, consolider la balance commerciale et sortir de la dépendance à l'égard des hydrocarbures». M. Khaldi a mis l'accent sur l'importance du poste frontalier de Bouchebka qui figure parmi les plus importants du pays et connaît une grande dynamique en matière d'échanges commerciaux, lui valant un intérêt capital de la part des autorités centrales. Sur site, le responsable des Douanes algériennes a donné des instructions en vue d'accélé-

rer et de faciliter les procédures douanières devant les opérateurs économiques et investisseurs et d'adhérer à la démarche du gouvernement dans l'encouragement du commerce extérieur et le développement des échanges avec les pays voisins, ainsi que le recours au système de transbordement permettant de faciliter le transfert des marchandises d'un moyen de transport à un autre. Après avoir suivi des explications sur l'activité de ce poste qui a enregistré en 2021 une augmentation des échanges commerciaux (import et export) et des recouvrements de droits douaniers comparativement à 2020 et 2019 en dépit des mesures de fermeture liées à la pandémie de Covid-19, le

directeur général des Douanes algériennes a salué les efforts déployés par les services des douanes depuis ce poste. Il a également appelé à maintenir cette cadence de travail durant 2022. Noureddine Khaldi a souligné, à l'occasion, qu'il compte sur les autorités locales pour renforcer les autres postes frontaliers de la wilaya de Tébessa, notamment celui de Bouchebka, afin d'en assurer sa réhabilitation, son équipement et rattraper les manques en matière d'aires réservées aux containers destinés à l'exportation ou l'importation, tout en insistant sur la vérification impérative de la qualité des marchandises en vertu des lois en vigueur.

M. B.

IMPÔTS

Voici le nouveau barème de l'IRG en vigueur

La Direction générale des impôts (DGI) a dévoilé, sur son site web, le nouveau barème de l'impôt sur le revenu global (IRG), révisé à la baisse, à la faveur de La loi de Finances 2022. La LF 2022 a modifié le barème progressif de l'IRG, fixé dans l'article 104 du Code des impôts directs et taxes assimilées, de sorte à permettre une réduction de cet impôt évoluant selon le salaire imposable (et non pas le salaire net). L'article 31 de la loi fixe ainsi des taux progressifs selon six paliers. Il s'agit du palier inférieur à 240.000 dinars/an (20.000 DA/mois) qui sera carrément exonéré d'IRG, de celui compris entre 240.001 et 480.000 dinars/an, soumis à un IRG de 23%, celui entre 480.001 et 960.000 dinars/an qui est imposé à 27%, du palier entre 960.001 et 1.920.000 dinars, soumis à 30%, de celui allant de 1.920.001 à 3.840.000 dinars/an, soumis à 33%, alors que le palier supérieur à 3.840.000 dinars/an (32 millions de centimes/mois) est imposable à hauteur de 35%. L'ancien barème de calcul de l'IRG contenait quatre paliers de calcul: le palier inférieur à 120.000 DA/an qui était exonéré d'IRG, celui allant de 120.001 DA à 360.000 DA/an était sou-

mis à 20%, celui allant de 360.001 DA à 1.440.000 DA/an soumis à 30% et enfin le palier supérieur à 1.440.000 DA/an qui était imposable à hauteur de 35%. Une fois le taux d'IRG calculé selon le nouveau barème, un abattement de 40% est appliqué, mais il ne peut être inférieur à 12.000 dinars/an ou supérieur à 18.000 dinars/an (soit entre 1000 et 1.500 dinars /mois). Il s'agit du même abattement appliqué avant la LF 2022. En outre, les revenus qui n'excèdent pas 30.000 dinars/mois bénéficient d'une exonération totale de l'IRG, tandis que les revenus supérieurs à 30.000 dinars et inférieurs à 35.000 dinars bénéficient d'un deuxième abattement supplémentaire. Selon la LF, les revenus supérieurs à 30.000 dinars et inférieurs à 42.500 dinars des travailleurs handicapés moteurs, mentaux, non-voyants ou sourds-muets, ainsi que les travailleurs retraités du régime général, bénéficient d'un abattement supplémentaire sur le montant de l'IRG, non cumulable avec le deuxième abattement.

R. E.

IMPÔTS

La DGI dévoile le nouveau barème de l'IRG

La Direction générale des impôts (DGI) a dévoilé, sur son site web, le nouveau barème de l'impôt sur le revenu global (IRG), révisé à la baisse, à la faveur de la loi de finances 2022. La LF 2022 a modifié le barème progressif de l'IRG, fixé dans l'article 104 du Code des impôts directs et taxes assimilées, de sorte à permettre une réduction de cet impôt évoluant selon le salaire imposable (et non pas le salaire net). L'article 31 de la loi fixe ainsi des taux progressifs selon six paliers. Il s'agit du palier inférieur à 240.000 dinars/an (20.000 DA/mois) qui sera carrément exonéré d'IRG, de celui compris entre 240.001 et 480.000 dinars/an, soumis à un IRG de 23 %, celui entre 480.001 et 960.000 dinars/an qui est imposé à 27 %, du palier entre 960.001 et 1.920.000 dinars, soumis à 30 %, de celui allant de 1.920.001 à 3.840.000 dinars/an, soumis à 33 %, alors que le palier supérieur à 3.840.000 dinars/an (32 millions de centimes/mois) est imposable à hauteur de 35 %. L'ancien barème de calcul de l'IRG contenait quatre paliers de calcul: le palier inférieur à 120.000 DA/an qui était exonéré d'IRG, celui allant de 120.001 DA à 360.000 DA/an était soumis à 20%, celui allant de 360.001 DA à 1.440.000 DA/an soumis à 30 % et enfin le palier supérieur à 1.440.000 DA/an qui était imposable à hauteur de 35 %. Une fois le taux d'IRG calculé selon le nouveau barème, un abattement de 40 % est appliqué, mais il ne peut être inférieur à 12.000 dinars/an ou supérieur à 18.000 dinars/an (soit entre 1000 et 1.500 dinars /mois). Il s'agit du même abattement appliqué avant la LF 2022. En outre, les revenus qui n'excèdent pas 30.000 dinars/mois bénéficient d'une exonération totale de l'IRG, tandis que les revenus supérieurs à 30.000 dinars et inférieurs à 35.000 dinars bénéficient d'un deuxième abattement supplémentaire. Selon la LF, les revenus supérieurs à 30.000 dinars et inférieurs à 42.500 dinars des travailleurs handicapés moteurs, mentaux, non-voyants ou sourds-muets, ainsi que les travailleurs retraités du régime général, bénéficient d'un abattement supplémentaire sur le montant de l'IRG, non cumulable avec le deuxième abattement. Cette refonte de l'IRG vient concrétiser les orientations du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui a ordonné au gouvernement, en octobre dernier, de prendre des dispositions "immédiates" pour préserver le pouvoir d'achat des citoyens.

ADHÉSION À LA BOURSE D'ALGER

La suppression des autorisations encourage les entreprises

L'introduction des banques et autres établissements financiers en Bourse sans le recours systématique à l'autorisation du gouverneur de la Banque d'Algérie, comme le stipule la loi de finances 2022, est «un coup de starter» de la part des autorités publiques pour encourager les autres entreprises à entrer en Bourse. C'est ce qu'a indiqué hier à Alger le directeur général de la Bourse d'Alger, Yazid Benmouhoub.

Yazid Benmouhoub a estimé que les nouvelles mesures inscrites dans la loi de finance 2022 permettant l'introduction des banques ou établissements financiers en Bourse sans l'autorisation du gouverneur de la Banque d'Algérie, représente un « coup de starter de la part des autorités publiques pour encourager les entreprises, pas uniquement du secteur financier, à entrer en Bourse », signalant qu'il s'agit d'un signal fort en direction des entreprises relevant des secteurs public et privé.

S'exprimant sur le financement à travers la Bourse, le DG de la Bourse d'Alger a tenu à affirmer que ce type de financement « s'adresse à toutes les entreprises quels que soient leurs secteurs d'activité » et que la Bourse pourrait être effectivement un maillon fort dans le financement des entreprises à moyen et long terme.

Quant à l'introduction des startups en Bourse, M. Benmouhoub a rappelé que 65 projets ont été financés par le Fonds spécial « Algeria Startup Fund » (ASF) depuis sa création en octobre 2020, précisant que le marché boursier dédié à ce genre d'entreprises « est en préparation et pourrait être effectif d'ici trois à quatre années ».

Il convient de noter que le Premier ministre, ministre des Finances, M. Aïmene Benabderrahmane avait annoncé l'introduction en Bourse de deux banques publiques en 2022, et que deux petites et moyennes entreprises (PME) du secteur privé avaient déposé des demandes d'accès à la Bourse d'Alger. M. Benmouhoub a, ainsi, indiqué qu'« au moins 4 à 5 entreprises pourraient éventuellement faire leur entrée en Bourse en 2022 ». Il a ajouté que « quelques sociétés privées issues de



l'ANSEJ (Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes, ANADE actuellement, Ndlr) se préparent aussi à adhérer à la Bourse ».

Ce changement dans le mode de gouvernance sera opéré, à la faveur de l'octroi de davantage de prérogatives aux conseils sociaux (notamment les conseils d'administration) pour une gestion efficace de ces entreprises.

Le capital de certaines entreprises publiques sera ouvert via la bourse, selon le Premier ministre, qui avait insisté sur l'importance d'améliorer les mécanismes de gestion de la bourse d'Alger et lui conférer un rôle important.

Parmi les dispositions à adopter dans le cadre du nouveau mode de gestion adopté par le Gouvernement, M. Benabderrahmane avait cité la soumission des gestionnaires à une évaluation périodique, semes-

trielle et annuelle pour évaluer l'efficacité du processus de gestion.

Il avait notamment appelé les gestionnaires des entreprises publiques à ouvrir des Centres de développement et de recherche scientifique en vue d'améliorer la compétitivité des produits locaux.

Dans ce même contexte, le Premier ministre avait notamment mis l'accent sur la poursuite par le Gouvernement de son plan visant à relancer les entreprises publiques qui connaissent une stagnation en s'appuyant sur des partenariats fructueux, citant dans ce cadre le complexe des cycles et motocycles de Guelma relancé grâce à un partenariat avec le ministère de la Défense nationale et le ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique en vue de garantir des produits d'une meilleure compétitive.

M. M.

IMPÔT SUR LE REVENU GLOBAL

La DGI dévoile le nouveau barème

La Direction générale des impôts (DGI) a dévoilé, sur son site web, le nouveau barème de l'impôt sur le revenu global (IRG), révisé à la baisse, à la faveur de la loi de finances 2022.



La LF 2022 a modifié le barème progressif de l'IRG, fixé dans l'article 104 du Code des impôts directs et taxes assimilées, de sorte à permettre une réduction de cet impôt évoluant selon le salaire imposable (et non pas le salaire net). L'article 31 de la loi fixe ainsi des taux progressifs selon six paliers. Il s'agit du palier inférieur à 240.000 dinars/an (20.000 DA/mois) qui sera carrément exonéré d'IRG, de celui compris entre 240.001 et 480.000 dinars/an, soumis à un IRG de 23%, celui entre 480.001 et 960.000 dinars/an qui est imposé à 27%, du palier entre 960.001 et 1.920.000 dinars,

soumis à 30%, de celui allant de 1.920.001 à 3.840.000 dinars/an, soumis à 33%, alors que le palier supérieur à 3.840.000 dinars/an (32 millions de centimes/mois) est imposable à hauteur de 35%. L'ancien barème de calcul de l'IRG contenait quatre paliers de calcul: le palier inférieur à 120.000 DA/an qui était exonéré d'IRG, celui allant de 120.001 DA à 360.000 DA/an était soumis à 20%, celui allant de 360.001 DA à 1.440.000 DA/an soumis à 30% et enfin le palier supérieur à 1.440.000 DA/an qui était imposable à hauteur de 35%. Une fois le taux d'IRG calculé selon le nouveau barème, un abattement de 40% est appliqué,

mais il ne peut être inférieur à 12.000 dinars/an ou supérieur à 18.000 dinars/an (soit entre 1000 et 1.500 dinars/mois). Il s'agit du même abattement appliqué avant la LF 2022.

En outre, les revenus qui n'excèdent pas 30.000 dinars/mois bénéficient d'une exonération totale de l'IRG, tandis que les revenus supérieurs à 30.000 dinars et inférieurs à 35.000 dinars bénéficient d'un deuxième abattement supplémentaire. Selon la LF, les revenus supérieurs à 30.000 dinars et inférieurs à 42.500 dinars des travailleurs handicapés moteurs, mentaux, non-voyants ou sourds-muets, ainsi que les

travailleurs retraités du régime général, bénéficient d'un abattement supplémentaire sur le montant de l'IRG, non cumulable avec le deuxième abattement.

Cette refonte de l'IRG vient concrétiser les orientations du Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui a ordonné au Gouvernement, en octobre dernier, de prendre des dispositions «immédiates» pour préserver le pouvoir d'achat des citoyens. M. Tebboune avait ainsi ordonné «la réduction de l'impôt sur le revenu global (IRG), ainsi que l'augmentation du point indiciaire dans la Fonction publique».

H. B.

FINANCEMENT DES ENTREPRISES ET DE L'ÉCONOMIE

Le plaidoyer du DG de la Bourse d'Alger

Faudrait-il croire que l'on est en train de passer à un stade autrement supérieur que celui des longs balbutiements d'un marché financier où des agents à capacité de financement, des détenteurs de capitaux, et des agents à besoin de financement, notamment des entreprises, pourront enfin se rencontrer et ainsi donner vie pour de vrai à la Bourse d'Alger ?

Première grande nouvelle : «La loi de finances 2022, dans son article 157, a levé un verrou qui figurait dans la loi sur la monnaie et le crédit et qui permet désormais l'introduction en Bourse d'une banque ou d'un établissement financier sans l'accord préalable du gouverneur de la Banque d'Algérie», a rappelé, pour ceux que cela a échappé, Yazid Benmouhoub, directeur général de la Bourse d'Alger, hier mardi, lors de son passage en tant qu'invité de la rédaction de la Chaîne 3 de la Radio nationale. Une disposition vieille de quelques



semaines déjà, annoncée par le Premier ministre lorsqu'il faisait état de la décision des pouvoirs publics d'ouvrir le capital de deux banques publiques à travers le canal de la Bourse. La levée du verrou évoquée par le patron de la Bourse d'Alger est considérée par ce dernier comme « un coup de starter, un signal fort, de la part des autorités pour encourager toutes les entreprises à venir en Bourse ».

Déjà, pour ce qui a jusque-là cours au petit marché de la Bourse d'Alger, M. Yazid Benmouhoub estime «très intéressants et très rentables» les taux de rémunération appli-

qués. «Aujourd'hui, avec les sociétés que nous avons en Bourse, le niveau de rémunération des placements se situe entre 6 et 11%, net d'impôts», a-t-il en effet expliqué. Et, précision qui s'imposait apparemment, le directeur de la Bourse a rassuré sur le fait que le marché des actions en Algérie est conforme à ce qu'exige la finance islamique. Après avoir confirmé l'introduction de deux banques publiques en Bourse, Yazid Benmouhoub s'est ensuite étalé sur les bienfaits d'une telle introduction et de ce qu'elle pourrait valoir pour les potentielles entreprises qui

auraient la même idée. Se faire coter en Bourse est un moyen pour se frayer un chemin vers le marché international, a plaidé Yazid Benmouhoub qui assure, également, que cela donnera à l'entreprise «une meilleure image, d'une entreprise transparente où il y a de la bonne gouvernance».

Dans son plaidoyer pour attirer les entreprises en Bourse, Yazid Benmouhoub n'a pas manqué d'appeler pour que s'impliquent « d'autres acteurs du financement tels que la Bourse et les fonds d'investissements» pour aider les banques à répondre aux besoins des entreprises en argent frais, les banques qui restent le principal pourvoyeur en capitaux et répondent à 80% des besoins. Mais, la chute des prix du pétrole depuis 2014 a eu pour impact de faire baisser la liquidité bancaire, a rappelé le directeur général de la Bourse d'Alger pour appuyer la «revendication» de multiplier les sources de financement pour les entreprises et l'économie en général.

Azedine Maktour

بنك الجزائر الخارجي يطلق رسميا أول شبك للصيرفة الإسلامية

والتوعية للزبائن.
ومن المرتقب أن يتم افتتاح شبائك
إسلامية على مستوى وكالات البنك
الخارجي تدريجا، وفق احتياجات
المواطنين وتطلعاتهم، موازاة مع
توفير عدة خدمات وعروض تخص
صيح تمويل إسلامية مخصصة
للمؤسسات والأفراد.

ويأتي مسعى البنك في سياق التوجه
إلى فتح أكبر عدد من الشبائك
للصيرفة الإسلامية، لضمان تلبية
طلبات الجمهور، وضمان استقطاب الادخار
في ظل العزوف والامتناع لدى شريحة من
المواطنين التعامل بالفوائد الربوية.
حفيظ صواليبي



● أطلق البنك الخارجي الجزائري،
الخميس، عروض ومنتجات الصيرفة
الإسلامية بشكل رسمي، ليتحقق بذلك
بالبنوك العمومية الخمسة الأخرى
التي تحصلت على ترخيص بنك
الجزائر والمجلس الإسلامي الأعلى.
وقد أشرف المدير العام للبنك
الخارجي الجزائري، لزهرة لطروش،
على مستوى وكالة البنك بشارع العقيد
عميروش بالجزائر العاصمة، على
إطلاق خدمات الصيرفة الإسلامية.

الهيئة الشرعية الوطنية للإفتاء للصناعة
العالية الإسلامية وبنك الجزائر، وأشار
مسؤول المؤسسة المصرفية لدى تدشينه
للشباك، إلى مساهمة البنك في تطور الصيرفة
الإسلامية وتقديم خدمات في مستوى الجودة

وأكد المدير العام للبنك على ضمان توفير في
المرحلة الأولى سبع منتجات إسلامية موجهة
للأفراد والمؤسسات، وهي منتجات بنكية
موافقة للشريعة الإسلامية ومعتمدة من قبل

تشجيع المبادلات التجارية.. المدير العام للجمارك؛

تسهيل الإجراءات الجمركية للمتعاملين الاقتصاديين

■ سن إجراءات مبسطة وتفعيل آليات الرقابة لمكافحة الغش والتهريب حفاظا على الاقتصاد الوطني



ووطنيا. كما أكد ذات المسؤول خلال لقاء صحفي بالمعبر البري بوشبكة في اليوم الأول من زيارته للولاية. أن السلك النظامي الذي يشرف عليه يقف بالمرصاد لكل محاولات التهريب التي تنخر الاقتصاد الوطني.

للاستعمال الشخصي الخاضعة للرسم الجزافي وتطهير المخازن الجمركية. للحفاظ على مصالح الخزينة العمومية من خلال التصرف في البضائع المحجوزة وتفاذي تلفها.

وأضاف المدير العام للجمارك أن هذه الإجراءات المتخذة من طرف إدارة الجمارك مستمك من المضي قدما والمشاركة في الاستراتيجية الاقتصادية في مجال الاستيراد والتصدير والمساهمة في ترقية التناقص بين المنتجات الجزائرية وتصديرها نحو الأسواق الخارجية.

وقد تخلل اللقاء الذي حضره مستثمرون ومتعاملون اقتصاديون من ولاية تبسة وإطارات المديرية الجهوية لذات السلك النظامي بتسة نقاشات حول الإجراءات الجمركية في مجال التصدير والاستيراد والشعاع الجمركي.

وكان السيد خالدي قد زار قبل ذلك مفتشية أقسام الجمارك ببشر العاتر (جنوب الولاية) والتي تسهر على الإجراءات الجمركية المتعلقة بتصدير الغاز والمحروقات من جنوب الوطن نحو دولة تونس ومنها إلى الدول الأوروبية. حيث عرف نشاطها خلال السنوات الثلاث الأخيرة ارتفاعا. ما يعكس النشاط الدؤوب للمصالح ذاتها والذي يساهم في تنمية الاقتصاد الوطني ودفع عجلة التنمية محليا

أكد المدير العام للجمارك الجزائرية نور الدين خالدي، أمس، على العمل على تسهيل الإجراءات الجمركية لضمانة المتعاملين الاقتصاديين، عبر مد يد العون لهم ومرافقتهم قصد تشجيع المبادلات التجارية وتمكينهم من ممارسة نشاطاتهم بكل أريحية في مجالي الاستيراد والتصدير.

وقال خالدي خلال لقاء عقده بقاعة الاجتماعات بمقر الولاية في إطار اليوم الثاني من زيارة العمل والتفقد التي تقومه لولاية تبسة، أن هذه الخطوة تأتي "تنفيذا لتعليمات السلطات العليا بالبلاد الرامية لتشجيع المبادلات التجارية بين الجزائر ودول الجوار والدول الأوروبية، في إطار الاستراتيجية الجديدة التي تقوم على رؤية اقتصادية ونهضة جديدة، حيث يسمى هذا السلك النظامي بتقديم كل التسهيلات لفائدة المتعاملين الاقتصاديين لتحقيق إنعاش اقتصادي".

وكشف المدير العام للجمارك الجزائرية أن مصالحة "مجددة عبر كامل التراب الوطني للمساهمة الفعالة في تجسيد التوجه الاستراتيجي الاقتصادي الجديد بمختلف أبعاده، خاصة في مجال ترقية الصادرات خارج المحروقات وتشجيع وترقية المبادلات التجارية في المناطق الحدودية، مضيفا أن مصالح الجمارك الجزائرية تسهر على تعزيز مناخ الاستثمار والمبادلات التجارية. من خلال سن إجراءات مبسطة وتفعيل آليات الرقابة لمكافحة الغش والتهريب حفاظا على الاقتصاد الوطني".

وأشار خالدي إلى أنه تم اتخاذ عدة تدابير لفائدة المتعاملين الاقتصاديين في قانون المالية 2022، من بينها تقليص آجال مكوث البضائع في المخازن المؤقتة وتخفيض التكاليف من الخدمات اللوجستية وتسهيل التكفل الجمركي وتسريع وثيرة نشاط الطرود البريدية والإرساليات. وكذا إمكانية تمديد آجال تسوية الوضعية القانونية للسيارات التي تدخل الإقليم الجمركي أو تخرج منه مؤقتا.

وأوضح المسؤول فيما يتعلق بالإجراءات الجمركية لفائدة المواطنين أنه تم تكريس إمكانية تسجيل التسريح بالعملة إلكترونيا من طرف المسافرين وتأطير نشاطهم وتحديد قيمة البضائع المخصصة

بن موهوب يثمن إلغاء اللجوء للترخيص من محافظ بنك الجزائر

الإجراء يشجع المؤسسات على دخول البورصة

بين المؤسسات الصغيرة والمتوسطة من أجل دخول البورصة، قال السيد بن موهوب إنه من المرجح أن يشهد 2022 ولوج 4 أو 5 مؤسسات البورصة. وأضاف أن بعض الشركات الخاصة في إطار الوكالة الوطنية لدعم وتنمية المقاولاتية "أناد" تستعد لدخول البورصة. وأكد السيد بن موهوب أن التمويل عن طريق البورصة موجه إلى جميع المؤسسات باختلاف قطاعات نشاطها، معتبرا أن البورصة قد تكون فعلا الحلقة القوية في تمويل المؤسسات على الصعيدين المتوسط والطويل.

وفيما يتعلق بإدراج المؤسسات الناشئة في البورصة، ذكر المسؤول بأن الصندوق الجزائري للمؤسسات الناشئة قام بتمويل 65 مشروعا منذ تأسيسه في أكتوبر 2020، مشيرا إلى أن سوق البورصة المخصصة لهذا النوع من المؤسسات قيد الإعداد، وقد يكون فعليا في غضون 3 أو 4 أعوام.

ق.ا

اعتبر المدير العام لبورصة الجزائر يزيد بن موهوب أن إدراج البنوك والمؤسسات المالية الأخرى في البورصة دون اللجوء لتلقانيا إلى ترخيص من محافظ بنك الجزائر، وفقا لما ينص عليه قانون المالية 2022، يعد بمثابة تشجيع من السلطات العمومية للمؤسسات الأخرى على ولوج البورصة.

وأوضح السيد بن موهوب على أمواج القناة الثالثة للإذاعة الجزائرية، أمس، أن قانون المالية 2022 يسمح بإدراج البنوك أو المؤسسات المالية في البورصة بدون ترخيص من محافظ بنك الجزائر ما يعد بمثابة تشجيع من السلطات العمومية للمؤسسات من شتى القطاعات وليس فقط القطاع المالي على ولوج البورصة، ورسالة قوية للمؤسسات التابعة للقطاع العمومي والخاص.

وإذ ذكر بأن الوزير الأول وزير المالية أيمن بن عبد الرحمان كان قد أعلن عن فتح رأسمال بنكين عموميين خلال سنة 2021 عن طريق البورصة وإيداع طليين من طرف شركتين خاصيتين من



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

💡 Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger

الوزارة المالية الجزائرية - بنعكنون - مدينة ملكي، أحمد فرانسع المبنى
© 2019 MINISTERE DES FINANCES